

Document

Les banques internationales exploitent la crise pour engranger des profits massifs

(par Stefan Steinberg - <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=14698>)

Le 7 août 2009

En début de semaine, la Deutsche Bank, sise en Allemagne, a annoncé une hausse considérable de ses profits. La banque avait publié un bénéfice net de 1,1 milliard d'euros au titre du second trimestre de cette année, près du double des bénéfices réalisés au cours de la même période de l'année dernière (645 millions d'euros).

La hausse massive des profits de la Deutsche Bank survient après la publication de résultats record par la banque américaine Goldman Sachs. Il y a deux semaines, la banque d'investissement américaine avait affiché des bénéfices record de 3,44 milliards de dollars (2,44 milliards d'euros) en l'espace de trois mois d'avril à juin.

Moins d'un an après l'éruption de la crise financière qui a dévasté les économies de par le monde et éliminé près de 40 pour cent de la valeur estimée de la richesse mondiale, un nombre de grandes banques et d'institutions financières enregistrent des profits record en mettant de côté des sommes nettement plus importantes, dans certains cas des sommes record, pour les salaires et les bonus de leurs employés.

En 2008, la Deutsche Bank, enregistrait les plus fortes pertes de son histoire, 3,9 milliards d'euros (5,5 milliards de dollars). Comment expliquer un tel revirement ?

Un récent article paru dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* et intitulé « Le retour de la cupidité — les banques rouvrent le casino mondial » donne un bref aperçu de la question. L'article cite un influent ancien banquier qui a déclaré, « Il y a quelques années, les banques d'investissement devenaient riches grâce à l'argent de leurs clients. Lorsque ces ressources devinrent trop faibles, elles se retournèrent sur l'argent de leurs actionnaires. A présent, elles se sont procuré le plus important réservoir que le monde puisse offrir : l'argent des contribuables. »

L'article cite le gérant des opérations bancaires allemandes d'une banque d'investissement internationale qui a dit, « Le contribuable paie les jetons de casino... on ne pourrait mieux faire. »

Suite à l'effondrement de Lehman Brother en septembre 2008, le gouvernement américain était intervenu avec un énorme plan de sauvetage. Depuis, le gouvernement américain a initié des programmes pouvant allouer jusqu'à 23,7 billions de dollars pour étayer le système financier, une somme correspondant à 1,7 fois le produit intérieur brut des Etats-Unis.

Les mesures adoptées par Washington furent copiées par les gouvernements dans le monde entier.

Sur l'ordre des banquiers, notamment Josef Ackermann, le patron de la Deutsche Bank, le gouvernement allemand avait préparé à la fin de l'année dernière un plan de sauvetage des banques allemandes s'élevant à 500 milliards d'euros. Depuis, il a promis de mettre à la disposition du monde financier des centaines de milliards supplémentaires dans le cadre de la mise sur pied des « bad banks ».

L'on admet que depuis l'éruption de la crise financière en septembre 2008, les gouvernements ont engagé un total de 18 billions de dollars de fonds public pour la recapitalisation du système bancaire, une somme correspondant à près de 30 pour cent du PIB mondial. Dans pratiquement tous les principaux pays industrialisés, les grandes banques et institutions financières jugées être des « institutions au risque systémique » bénéficient de chèques en blanc de la part de leur ministère des Finances respectif.

Les mesures de sauvetage adoptées par les gouvernements nationaux représentent un immense filet de sécurité pour les banques leur permettant une fois de plus de se lancer dans des opérations hautement

spéculatives. Le niveau des dettes résultant des plans de sauvetage et d'autres formes de programmes conjoncturels ont pris des proportions gigantesques et que des générations à venir devront rembourser.

Dans le même temps, l'endettement rapide du gouvernement offre des possibilités lucratives juteuses aux banques. Le négoce de titres de dettes liés aux plans de sauvetage est en passe de devenir une activité centrale des grandes banques. L'on s'attend à ce que l'endettement moyen des gouvernements de l'Union européenne passe cette année à 80 pour cent du PIB et il devrait même être plus élevé en 2010. En Grande-Bretagne, la dette gouvernementale est censée atteindre 100 pour cent du PIB en 2009. La dette du gouvernement japonais pourrait atteindre 200 pour cent d'ici 2011, et la dette gouvernementale des Etats-Unis pourrait la même année vraisemblablement atteindre 100 pour cent du PIB.

Comme les taux d'endettement augmentent de par le monde, les agences de notations sont en train de rétrograder le ratio de la solvabilité des pays concernés qui devront ensuite payer aux banques des taux d'intérêt plus élevés pour leur crédit. Pour les banques, c'est la situation classique du double gagnant (*win-win*).

Dans le même temps, les banques hésitent à investir dans les entreprises parce que, comme elles disent par euphémisme, « dans le contexte actuel incertain du climat financier » l'avenir des firmes normales et des grandes entreprises est « trop risqué ». Devant faire face au refus des banques d'accorder des crédits, les entreprises industrielles et commerciales sont obligées de vendre des obligations à taux d'intérêt bien plus élevé. Les banques font des bénéfices en spéculant sur le négoce de ces obligations.

L'article de *Der Spiegel* poursuit, « Il y a comme une ironie de voir que la crise actuelle qui avait commencé sur les marchés financiers renforce à nouveau les marchés financiers. Le volume des émissions obligataires a littéralement explosé. Rien qu'en Europe continentale, les entreprises, et sans compter les banques, ont emprunté 318 milliards de dollars (par la vente d'obligation) durant les six premiers mois de cette année... c'est une augmentation d'environ 50 pour cent par rapport à la moyenne de ces trois dernières années. »

Parallèlement à cette hausse énorme des bénéfices bancaires, le salaire du personnel bancaire a explosé à la hausse. Selon une évaluation du cabinet Johnson Associates, les salaires sont censés augmenter cette année en moyenne de 20 à 30 pour cent dans l'ensemble du secteur bancaire.

La rémunération des employés de Goldman Sachs devrait être en moyenne de l'ordre de 770 000 dollars cette année, la plus forte rémunération annuelle de l'histoire de la banque.

Citigroup qui a reçu 45 milliards de dollars d'aide en argent liquide du gouvernement américain auxquels se sont ajoutés plus de 300 milliards de dollars de garanties de ses actifs, et dont le gouvernement détient à présent 34 pour cent du capital, projette cette année d'augmenter de 50 pour cent les salaires pour compenser des bonus plus faibles. D'autres banques, y compris UBS et Morgan Stanley, accordent également à leurs salariés des augmentations de salaire appréciables de l'ordre de 30 à 60 pour cent.

En Allemagne, Michael Kemmer, le président du directoire de la BayernLB qui a perçu des dizaines de milliards d'aides publiques pour éviter la faillite a réaffirmé son intention de verser aux salariés de sa banque des bonus de « motivation. »

Ces salaires mirobolents sont versés de façon disproportionnée aux cadres et aux opérateurs de marché qui peuvent escompter des salaires et des bonus s'élevant à des millions et des dizaines de millions de dollars.

Les grandes banques, telles Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Deutsche Bank saisissent l'occasion sans pareil qui s'offre à elles pour faire de l'argent en engageant une stratégie offensive dans le but d'éliminer leurs concurrents.

Dans l'édition de mercredi du *Financial Times*, le patron de la Deutsche Bank, Ackermann, a rendu hommage aux mesures prises par les gouvernements de par le monde en accord avec les banques en leur demandant de renforcer leurs efforts afin de sauvegarder les intérêts des principaux acteurs financiers du monde.

Ackermann écarte le reproche que c'est le monde bancaire qui est responsable de la crise actuelle et déclare que toute initiative en vue de créer des banques plus petites serait contre-productive. Au lieu de cela, il exige de nouvelles mesures pour protéger les intérêts « de complexes institutions financières mondiales », c'est-à-dire de grandes banques telles la Deutsche Bank.

Un influent banquier d'affaires de la Deutsche Bank, Anshu Jain, a dit en mai au magazine britannique *Euromoney*, qu'à l'avenir, « il existerait cinq ou six acteurs mondiaux dans le domaine d'activité des banques de financement et d'investissement ».

Ces organismes financiers géants de l'investissement et de la finance constitueront, selon *Der Spiegel*, un nouvel « oligopole » financier bénéficiant d'un accès sans pareil aux deniers publics et à la bourse du contribuable. Plus que jamais, les banques imposent à l'Etat leur politique indépendamment de la composition politique du gouvernement. Ce sont les banquiers et leurs groupes de pression qui mènent la danse à Washington, Berlin et Londres.

Le PDG de Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Deutsche Bank considèrent l'actuelle crise pour laquelle ils sont en grande partie responsables, comme une chance qu'il faut exploiter sans ménagement. Pour la classe ouvrière, ceci signifie une exploitation plus intensive de la main-d'œuvre et la destruction de tout ce qui reste des acquis des luttes sociales de plus d'un siècle.

Dans toutes les capitales du monde, les gouvernements préparent une contre-révolution sociale. C'est en cela que réside la signification de la réforme du système de santé et l'intervention de la Maison-Blanche dans la restructuration de l'industrie automobile en fonction des intérêts de profits de Wall Street.

Le gouvernement allemand qui, dans quelques mois, sera confronté au défi des élections législatives est obligé d'être plus prudent. Néanmoins, il est d'ores et déjà évident que la grande coalition formée par les partis conservateurs (CDU-CSU) et le Parti social-démocrate (SPD) est volontiers prête à ce que de grands groupes industriels, tels Opel, ouvrent une procédure d'insolvabilité tandis que des attaques massives contre les systèmes de santé et de retraite sont en préparation et qui seront perpétrées sitôt les élections passées.

Le casino financier mondial risque de plonger l'économie et la société dans une catastrophe encore plus grande. Si le contrôle de l'économie mondiale est maintenu entre les mains d'Ackermann et consorts, l'humanité sera confrontée à un désastre. Il est plus urgent que jamais que les principales institutions financières soient expropriées et soumises au contrôle démocratique de la classe ouvrière internationale dans le cadre d'une économie socialiste mondiale planifiée.

Article original, WSWS, paru le 31 juillet 2009.